



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'aménagement
de l'environnement et du logement Grand Est**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n°2022-611

**portant mise en demeure faite à la société MARCEL FRANCE MECANO GALVA
de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement exploitées sur le territoire de la commune de
Vrigne-aux-Bois (08330)**

Le Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 3 mars 2008 à la société MARCEL FRANCE MECANO GALVA autorisant l'exploitation d'installations de traitement de surface sur le territoire de la commune de Vrigne-aux-Bois (08330) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021/330 délivré le 14 juin 2021 à la société MARCEL FRANCE MECANO GALVA pour l'exploitation d'installations de traitement de surface sur le territoire de la commune de Vrigne-aux-Bois (08330) implantées route de Donchery ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant de M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-359 du 7 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé qui dispose : « [...] Ces dispositifs [dispositifs, placés en partie haute, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie] doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 17 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté porté le 17 octobre 2022 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 28 juillet 2022, l'inspecteur des installations classées (spécialité installations classées) a constaté que les dispositifs, placés en partie haute de l'atelier de galvanisation, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ne sont pas à commande automatique ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions à l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de commande automatique pour les dispositifs, placés en partie haute, peut ralentir l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie et gêner l'intervention des services d'incendie et de secours et provoquer une propagation de l'incendie ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MARCEL FRANCE MECANO GALVA de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1er – La société MARCEL FRANCE MECANO GALVA, dont le siège social est situé 64 rue Pasteur à Vrigne-aux-Bois (08330), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro SIRET 687 280 156 00013, est mise en demeure pour les installations de traitement de surface exploitées route de Donchery à Vrigne-aux-Bois (08330) de respecter les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé en installant une commande automatique sur les dispositifs, placés en partie haute de l'atelier de galvanisation, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie dans **un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 – En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes - 1 place de la Préfecture - BP 60002 - 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - Hôtel de Roquelaure - 246 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

Article 4 - En application de l'article à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société MARCEL FRANCE MECANO GALVA et dont une copie sera transmise pour information au maire de Vrigne-aux-Bois.

Charleville-Mézières, le 14 NOV. 2022

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Christian VEDELAGO

